L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 28 JANVIER 1858.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Rédacteurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUPUIS.
H. DUVERGER. E. MARCY.
No 42, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 28 JANVIER.

CHRONIQUE POLITIQUE.

Pensons-nous à Baton-Rouge à Washington et au Capitole louisianais ou Capitole fédéral. Ce n'est pas seulement dans nos Chambres que les deux fractions de parti locofoco sont en présence, elles sont également aux prises au Congrès. Le comble ultime, les fortes triomphent; ils se sont servis d'un bout à l'autre de l'Union de la Jeune Amérique pour tirer les marrons du feu. Grâce au concours des progressifs, M. Pierce a été élu président des Etats-Unis et une administration locofoco substituée à une administration whig. Eh bien ! si nous ne nous trompons, ils n'exerceront qu'une faible influence dans les régions du pouvoir. Ils le craignent comme nous, mais ils diminuent habilement leur légitime rancune.

En attendant que la guerre éclate ouverte entre eux et les progressifs et les retardataires, entre l'avant-garde et l'arrière-garde de l'armée locofoco, voyons un peu ce qui se passe au Congrès. M. Cass vient d'y prendre une attitude que l'on ne saurait trop louer. On se rappelle qu'il a présenté dernièrement une résolution pour proclamer solennellement la doctrine de Monroe. Un des principes du gouvernement américain est de se tenir en dehors des complications des affaires européennes et d'empêcher l'Ancien Monde de s'immiscer dans les affaires américaines. Nous voulons bien ne pas nous mêler de ce qui ne nous regarde pas, mais nous exigeons d'une autre part qu'on ne se mêle pas de ce que nous faisons chez nous ou dans notre hémisphère. C'est parfaitement juste et parfaitement logique. Monroe n'a pas dit que nous n'interviendrions pas en Europe, mais il est évident que c'est la conséquence naturelle de sa doctrine.

Nous sommes heureux que M. Cass ait présenté sa résolution. Le moment est venu de rappeler aux puissances de l'Ancien Monde que nous prétendons être maîtres chez nous. Il ne peut que M. Cass soit personnellement disposé à favoriser l'immixtion de notre gouvernement dans les affaires européennes, mais s'il veut être logique, il comprendra que la doctrine de Monroe est reconnue et doit être respectée. Kossuth a cherché à nous imposer. Quelles que soient d'ailleurs les opinions personnelles de M. Cass nous n'avons à nous occuper que de sa résolution.

Il est inconcevable que cette proposition ait trouvé des adversaires. Comment nous laisserons-nous à repérer après Monroe que les affaires de l'Amérique ne concernent point l'Europe. Comment M. Soulé a-t-il pu mettre en question implicitement le droit des puissances despotiques de l'Ancien Monde de nous conseiller, de nous diriger, et au besoin de nous commander ! Non, c'est impossible : et si la résolution de M. Cass est combattue au Sénat fédéral, c'est qu'elle offusque les exilés qui travaillent à faire adopter aux Etats-Unis le fatal système d'intervention, et manifeste une crainte dont cette intervention, il est manifeste pour nous ne saurions la refuser aux puissances étrangères. Nous ne voyons pas d'autre motif à l'opposition dont nous parlons.

M. Cass, dans le discours dont il a accompagné la présentation de sa résolution, a traité la question avec cette hauteur de vues qui est le caractère de tout ce qu'il entreprend et digne de la popularité. Deux présidents M. Monroe en 1824 et M. Polk en 1845, ont déclaré que les Etats-Unis ne reconnaissaient pas aux gouvernements européens le droit de fonder des colonies en Amérique. Celle-ci n'est plus la vassale de l'ancien monde ; elle s'est affranchie du joug des métropoles et elle jouit d'une complète liberté. Permettre à l'Europe de s'établir en Etat américain, ou de le réduire à l'état de colonie, c'est nous créer de perpétuels embarras. Qu'une guerre, par exemple, vienne à éclater des deux côtés de l'Atlantique, et les colonies des puissances belligérentes devront y prendre part. Voilà donc l'équilibre rompu, voilà la guerre transportée sur ce continent, voilà la colonie neutre entraînée, la neutralité rendue plus difficile, notre position exposée aux affronts des uns et des autres. Nos propres intérêts nous commandent d'empêcher l'établissement d'un semblable état de choses. Nous avons d'un droit de légitime défense quand nous disons à l'Europe : Vous ne fonderez point de colonie en Amérique ! Vous, Anglais, Français, et M. Canning lui-même, loin de le combattre, a formellement reconnu ce droit en 1823 au nom de l'Angleterre.

On dira peut-être : la doctrine était bonne il y a trente ans, mais elle n'est plus applicable aujourd'hui. Eh ! pourquoi donc ? Pourquoi ce qui était sage, juste et raisonnable il y a trente ans, a cessé de l'être à nos yeux depuis ? Est-ce que l'Océan ne roule plus ses flots écumeux entre ses rivages et ceux de l'Ancien Monde ? Est-ce qu'entre le royaume et la république il n'existe plus d'antagonisme ? Est-ce que le pacte que nous avons allumé sur ce continent ne menace plus d'embraser l'Europe entière ? Non, la distinction est la même, et ce qui était un danger pour les Etats-Unis en 1824 est encore aujourd'hui un péril pour notre glorieuse confédération.

C'est ce qu'a admirablement démontré M. Cass, et nous voudrions pouvoir citer toute cette partie de son discours. L'Europe est la proie d'un trouble à croire que la plupart de ses hommes d'Etat ne conçoivent rien de vague et d'élastique qui ne sera jamais appliqué. Il faut la détromper, et pour cela répéter solennellement les paroles mémorables que le président inscrit dans son message en 1824. La France et l'Angleterre n'ont alors pas protesté de ne jamais chercher à reprendre leurs anciennes colonies ? Elles n'ont pas voulu se rendre complices de leurs projets, et elles avaient été persuadées que nous entendions appliquer dans toute son étendue, et quelles que fussent les conséquences de notre acte, la doctrine en vertu de laquelle l'Europe est exclue des conseils de l'Amérique. N'en est-il pas de même aujourd'hui ?

L'Europe croit-elle aujourd'hui à la prospérité croissante des Etats-Unis, à l'extension de leur marine et de leurs relations qu'ils ont établies avec les côtes occidentales de l'Amérique. Les puissances maritimes de l'Ancien Monde nous auraient-elles, elles mettront tout en œuvre pour contrebarrer nos projets et diminuer le grandeur de notre pays.

M. Cass a dit ensuite que sa résolution embrassait Cuba. Il désire la possession de cette île pour les Etats Unis, à supposer même que le gouvernement américain ne fasse aucune somme considérable pour l'obtenir. Il préférerait cependant que les Cubanais fissent d'abord reconnaître leur indépendance par l'Espagne et se fissent consentir cette cession. L'Espagne n'a pas le droit de céder Cuba sans consulter les vœux et les intérêts des habitants de l'île. Tant qu'elle en conservera la possession nous pourrons être tranquilles, mais nous ne pouvons permettre que l'île soit cédée à une autre puissance européenne. Lord George Bentick a déclaré, il y a quelques années à la Chambre des Communes, que le seul moyen de prévenir les difficultés qui menaçaient de surgir à Cuba était de s'emparer de la colonie pour racheter la dette contractée par l'Espagne vis à vis de l'Angleterre et pour mettre un terme à la jalousie des Etats-Unis en exemptant de tout leur commerce.

La France et l'Angleterre n'ont proposé aux Etats-Unis la Convention tripartite, que pour être libres d'agir à leur guise et sans contrôle. Elles n'ignorent pas que leurs entreprises seraient repoussées. On qu'elles veuillent agir au prétexte pour suivre à l'égard de Cuba la politique qu'elles jugeront le plus propre à leurs intérêts. Prévenons-les que nous nous opposerons à ce qu'elles prennent jamais Cuba.

M. Cass a continué sur ce ton et a produit une vive impression sur le Sénat.

Mais l'analyse de ses discours nous a entraîné trop loin, et nous sommes obligés de terminer ici ce bulletin incomplet.

THÉATRE D'ORLÉANS. — La salle d'Orléans offre depuis le commencement de la saison un magnifique coup-d'œil : elle ne désemplit pas. Le mérite des artistes et les efforts de la direction en sont pas, il va sans dire, étrangers à cette affluence de bon augure. Le reprise de *Pré aux clercs*, qui doit avoir lieu incessamment, contribuera à conserver la vogue dont notre théâtre lyrique est l'objet.

Demain, le bel opéra de *Norma*.

INSTITUT ST-LOUIS. — L'intéressant mensuel de musique à lieu ce soir à 6 heures et demie à l'Institut St-Louis dirigé par Mme Dumas.

Il s'est glissé hier une erreur dans notre compte-rendu de comité-Patin. La réunion n'a décidé que le comité n'était que provisoire; une toute typographique nous a fait dire le contraire.

L'honorable John Moore nous a transmis des documens publics d'un haut intérêt : nous le prions d'agréer nos remerciemens.

HORRIBLE TRAGÉDIE. — Les détails suivans nous sont donnés par le *Herald* du dernier, 24 du courant, un homme dont on ignore le nom, débarqué d'un steamer du département de M. Ordéric Bichat, à Coppet. L'inconnu se dirigea vers la maison de ce dernier, une Mme Rodolf se trouva seule avec lui. Le meurtrier l'eut promptement terrassée, mais toutefois l'eut atteinte d'abord avec la pioche. Il s'était déjà emparé de tout ce qu'il avait trouvé sous la main, et, au moment même où il allait prendre la fuite, la malheureuse femme, quoique grièvement blessée, se traîna péniblement jusqu'à la porte et appela au secours. Le meurtrier fut promptement arrêté, mais auparavant il l'eut achevée d'un coup de